

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/BOP/R/54

9 octobre 2000

(00-4133)

Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements

NOTE SUR LA RÉUNION DU 18 SEPTEMBRE 2000

1. Le Comité s'est réuni le 18 septembre pour des consultations avec la République slovaque et la Roumanie (documents WT/BOP/R/52 et WT/BOP/R/53).
2. Au titre du point "Autres questions", le Président a présenté une communication du Pakistan (document WT/BOP/19), dans laquelle le gouvernement pakistanais indiquait que, en raison de circonstances inévitables, il ne lui était pas possible de reprendre les consultations le 25 septembre comme prévu et demandait leur report jusqu'à la deuxième quinzaine de novembre 2000.
3. Le représentant du Pakistan a expliqué que des négociations avec les établissements de crédit étaient actuellement en cours qui, une fois achevées, permettraient la tenue de consultations plus axées sur les résultats dans le cadre du Comité. Certains Membres ont relevé que les consultations avaient été suspendues en mai parce qu'il semblait qu'un plan d'élimination progressive des restrictions était en cours. Ces Membres ont également posé des questions sur la justification des restrictions, appliquées essentiellement à des produits textiles pour des raisons de balance des paiements, ainsi que sur le lien entre l'amélioration de l'accès au marché évoquée par le Pakistan dans sa notification de juillet (document WT/BOP/N/51), et le rétablissement du calendrier d'élimination progressive des restrictions. Bien que ces Membres aient admis que les résultats des négociations susmentionnées pourraient être utiles au Comité dans ses délibérations, ils ne les jugeaient pas indispensables à la reprise des consultations et ont instamment demandé qu'une date soit arrêtée le plus tôt possible. Un autre Membre a fait remarquer que le Comité n'avait pas conclu que les restrictions allaient au-delà de ce qui était nécessaire pour régler le problème de balance des paiements, et que les dispositions prévoyaient une diminution des restrictions au fur et à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliorerait; une telle amélioration n'était pas encore visible.
4. Le Président a décidé de tenir des consultations en vue d'arrêter une date pour que la reprise des consultations ait lieu le plus tôt possible, au plus tard dans le seconde quinzaine de novembre.
